

31 août 2004

Le directeur de l'Aut'Journal répond au directeur d'Alternatives et à la porte-parole d'Option citoyenne

La gauche péquiste est-elle la réponse à la gauche fédéraliste ?



Le directeur de l'Aut'Journal, Pierre Dubuc, a tout à fait raison de critiquer publiquement et durement le fédéralisme stipendié du directeur d'Alternatives, Pierre Beaudet, et le fédéralisme honteux de la porte-parole d'Option citoyenne, Françoise David. (On trouvera ces textes sur le site web de l'Aut'Journal.) L'offensive est d'autant plus intéressante pour l'idéologue de SPQ-libre qu'elle permet de tenter de justifier son choix d'entrer au PQ. Cependant, entre Charybe en Scylla, n'y a-t-il pas un passage vers la libération du peuple québécois de la dictature du capital néolibéral et de l'humiliation fédéraliste ?

On doit féliciter Pierre Dubuc de mettre les points sur les "i" au sujet d'Alternatives :

“ [Le] gouvernement fédéral... verse annuellement quelques millions de dollars au groupe Alternatives. Veut, veut pas, ça impose un préjugé favorable qu'une lecture attentive du journal [Alternatives] ne manque pas de révéler. Du portrait sympathique du vice-roi John Saul (L'honorable dissident, vol. 9, no. 8 – mai 2003) à l'éloge de la nouvelle constitution afghane élaborée à l'ombre du fusil protecteur de l'armée d'occupation canadienne (Un nouveau visage pour l'Afghanistan, vol. 10, no. 4 – décembre 2003), d'une analyse pré-électorale diabolisant le Parti conservateur faisant ainsi la partie belle aux libéraux (La menace d'un Canada made in USA, vol. 10, no. 9 – juin 2004) à l'éditorial post-électoral de Judy Rebick qui demande au Bloc de mettre de côté l'objectif de la souveraineté et de "sérieusement envisager l'idée de réellement gouverner le Canada" avec le NPD (Bloc, NPD, unissez-vous!, vol. 10, no. 10 – juillet/août 2004), il ressort clairement que le journal Alternatives est l'organe officieux de l'aile gauche fédéraliste canadienne au Québec. ”

Penser que le directeur d'Alternatives puisse prendre des positions publiques, particulièrement au sujet de la politique canadienne et encore plus au sujet de la question nationale québécoise, tendon d'Achille de la bourgeoisie canadienne, qui soient divorcées de sa position dans les rapports sociaux relèverait du plus pur idéalisme. Or, comme le fait remarquer le directeur de l'Aut'Journal, la remontée du Bloc québécois lors des élections fédérales de juin, combinée à l'impopularité du gouvernement Charest, ressuscite le spectre fédéraliste d'une victoire péquiste aux prochaines élections québécoises, victoire qui serait suivie d'un référendum. Le Canada étant en danger, le gouvernement fédéral bat le rappel de ses sous-fifres qu'il entretient généreusement.

Tel n'est pas, bien sûr, le cas d'Option citoyenne. La faille, ici, est ailleurs. Ce groupe politique sans programme et sans organisation est animé par des (ex-)responsables de groupes populaires et féministes. Or la base de ces groupes, tout comme ses responsables, vivent dans la peur de la précarité tant économique qu'organisationnelle. Encore là, personne n'échappe en dernière analyse à sa position dans les rapports sociaux, en particulier dans les rapports de production. Le chômage, la misère, l'exclusion, la faim, la rue, ou leur menace, sont générateurs de réflexe de survie immédiate, donc de conservatisme social. En effet, il faut une marge de manoeuvre socio-économique pour changer l'ordre des choses.

La seule parade à ce cette peur de rompre le statu-quo institutionnel serait la solidarité agissante du mouvement syndical. Cette solidarité pourrait être produite par un front commun public-privé tous et toutes ensemble, à la base et au sommet – rien à voir donc avec le Réseau vigilance, une opération

contrôlée par les bureaucraties syndicales – contre les lois scélérates de décembre, contre la privatisation larvée du secteur public et pour un réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ dans la santé, l'éducation, les garderies et contre la pauvreté.

En un mot, Option citoyenne est d'accord pour le social-libéralisme c'est-à-dire une répartition marginalement plus égale des richesses mais sans remise en cause du capitalisme néolibéral ; d'accord pour le fédéralisme asymétrique – qui peut prendre la forme extrême du “ souverainisme par défaut ” -- c'est-à-dire une répartition des pouvoirs entre le fédéral et les provinces marginalement plus avantageuses à celles-ci mais sans remise en cause du “ plus meilleur pays au monde ”. Faut-il ajouter que cette *realpolitik* du moins pire n'est qu'utopie réactionnaire dans ce monde façonné par le centralisateur néolibéralisme guerrier qui ferme le chemin à toute *troisième voie* à moins que ça ne soit le “ *réformisme sans réforme* ” du blairisme.

Le directeur de l'Aut'Journal est d'ailleurs trop optimiste quand il caractérise la mise sur pied d'Option citoyenne de “ *tournant majeur dans l'évolution du mouvement altermondialiste* ” au Québec. En autant qu'Option citoyenne est une émanation du mouvement altermondialiste, elle en est une émanation de son aile droite qui ne rompt avec le néolibéralisme qu'en paroles. Option citoyenne ne se situe qu'en apparence “ *dans des cadres de luttes politiques nationales* ”. D'ailleurs une bonne partie du mouvement altermondialiste se méfie des luttes d'émancipation nationale, les réduisant à des mouvements ethniques. Sans programme sauf de pieuses généralités, Option citoyenne ne participe pas aux luttes sociales autrement qu'en les appuyant en paroles et se disqualifie de la lutte nationale.

Prison des peuples ou indépendance

Encore une fois, cependant, Pierre Dubuc a raison de rappeler que l'État canadien n'est pas autre chose qu'une prison des peuples même si son classement géopolitique et socio-économique dans la hiérarchie impérialiste en fait, relativement, une prison dorée :

“ Des Européens à qui j'expliquais la nature de la question nationale québécoise, en en situant l'origine, comme il se doit, à la Conquête britannique où s'est installée l'oppression nationale, me demandaient si, après tant d'années, cela ne relevait pas de l'histoire ancienne. On pourrait le croire, leur répliquais-je, si cet événement fondateur n'avait pas été réactualisé constamment au cours de notre histoire, leur citant la défaite des Patriotes, l'Acte d'Union, la Confédération, la pendaison de Riel, les crises de la conscription, la Loi des mesures de guerre de 1970, le coup de force constitutionnel de 1982. Des structures d'oppression ne s'évanouissent jamais par enchantement.

[...]

“ La proposition du Canada anglais, nous la connaissons, c'est la Loi sur la clarté à laquelle tous les partis politiques ont réaffirmé leur attachement lors de la dernière campagne électorale, du Parti conservateur qui, le premier, l'a proposée au Parti libéral de Paul Martin qui a ressuscité Stéphane Dion, de Jack Layton qui a capitulé devant l'establishment de son parti à l'obscur chef du Parti vert qui a senti l'obligation d'ajouter son grain de sel pour courtiser, à son tour, l'électorat chauvin du Canada anglais. ”

Évoquer, comme le fait Pierre Beaudet, des “ *liens géographiques, économiques et culturels* (“attachement à la démocratie, plus grande tolérance, hostilité au militarisme”) *qui unissent le Québec et le Canada.* ” (selon Pierre Dubuc qui cite Pierre Beaudet), relève du fédéralisme de gauche canadien-anglais le plus éculé de sorte à masquer la réalité historique. Effectivement, l'esclave, le prolétaire, la femme, la nation opprimée partagent avec le maître, le bourgeois, le mâle, l'impérialisme de multiples liens géographiques, économiques et culturels. La belle affaire. Il faut savoir distinguer entre rapports concrets et rapports sociaux, ce dont Pierre Beaudet se révèle incapable.

Comme le suggère Pierre Dubuc, il revient au peuple canadien-anglais de faire mentir l'histoire, ce qu'il ne fait pas à part de très petits groupes sans impact sociaux et parfois des déclarations syndicales de bonnes intentions sans suite mobilisatrice.

“ Où étaient les progressistes canadiens-anglais lors du référendum de 1995? Combien se sont opposés publiquement au love-in qui a fait in extremis pencher la balance en faveur des forces fédéralistes? Que faisaient les progressistes anglophones lorsque le Parlement a adopté la Loi sur la clarté? M. Beaudet a-t-il noté que, lors de la dernière campagne électorale, tous les partis politiques fédéralistes, y compris le NPD et le Parti Vert, ont réaffirmé leur soutien à cette loi qui brime notre droit à l'autodétermination? Où sont passés cet “attachement à la démocratie”, cette “plus grande tolérance”, ces valeurs dont M. Beaudet affirme être partagées tant par le Canada que par le Québec? ”

Pour enfoncer le clou, croit-il, Pierre Beaudet plaide l'unité contre l'impérialisme étasunien. Très pertinemment, Pierre Dubuc répond :

“ Cependant, une véritable alliance entre le Québec et le Canada ne peut reposer que sur la reconnaissance de l'oppression séculaire de la nation québécoise tant aux plans politique, économique que culturel, une notion totalement évacuée dans le texte de M. Beaudet. ”

Cette unité du prolétariat et des peuples n'est pas d'ailleurs qu'une affaire conjoncturelle contre un ennemi ciblé. Pour vaincre la bourgeoisie, le patriarcat et l'impérialisme, comme disait l'autre : “ Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ”. Il y a même un danger d'anti-américanisme à isoler les USA de Georges Bush alors qu'ils ne sont que le fer de lance du néolibéralisme guerrier. À trop insister sur les ÉU, on pourrait finir, en tordant quelque peu la réalité, par trouver des vertus à l'impérialisme canadien et même au nationalisme québécois.

C'est d'ailleurs ici que le directeur de l'Aut'Journal, apparaissant comme un nouveau converti du PQ, s'embourbe.

Un aveu et un petit mensonge qui gâchent la sauce

Pour bien démontrer l'ampleur du blocage politique du Canada anglais, Pierre Dubuc nous rappelle le “ beau risque ” de René Lévesque “ alors que le Parti Québécois a apporté son soutien au Parti conservateur de Brian Mulroney qui promettait de ramener le Québec dans la Confédération dans "l'honneur et l'enthousiasme". [...] Lévesque, Parizeau et les autres leaders souverainistes proposaient précisément au Canada anglais, "une nouvelle entente, d'égal à égal" [...] pour faire face à la puissance américaine. ”

Voilà un aveu et un petit mensonge. L'aveu : le PQ ne lutte pas pour l'indépendance. Le petit mensonge : le PQ est contre la puissance étasunienne. Pourtant Pierre Dubuc, après avoir démontré les racines historiques de l'oppression nationale et le blocage systématique de toute reconnaissance, même insignifiante, par le Canada anglais, insiste à juste titre sur la nécessité de l'indépendance et sur sa portée mondiale.

“ De plus, dans le contexte politique actuel, l'accession à l'indépendance du Québec est la condition sine qua non de cette alliance [entre le Québec et le Canada]. Les projets de “fédéralisme renouvelé” qu'ils soient asymétriques ou pas sont voués à l'échec.

“ Bien sûr, l'indépendance du Québec va ébranler tout l'édifice politique canadien et les structures de domination sur lesquelles il repose et, par le fait même, va miner à la base le système de privilèges bâti sur l'assujettissement du Québec, dont bénéficient le Canada anglais en tant que nation et une mince strate de la population québécoise sous la forme de la “petite loterie”, c'est-à-dire le système de corruption étatisé. De gros intérêts sont en jeu et c'est pourquoi l'indépendance ne s'obtiendra pas sans lutte. ”

On ne saurait mieux dire. Très justement, Pierre Dubuc en déduit :

“ ...l'importance de développer des liens avec les progressistes du Canada anglais et, peut-être encore plus, avec ceux des Etats-Unis. Nous sommes numériquement faibles et nous avons besoin d'appuis et d'alliés. Par

exemple, il aurait été extraordinaire que les progressistes du Canada organisent une contre-manifestation d'importance à Toronto lors du fameux " love in " de Montréal en 1995. Encore mieux aurait été que le personnel syndiqué des grandes compagnies d'aviation se mette en grève pour empêcher de décoller les avions qui amenaient gratuitement des manifestants à Montréal.

" S'ils veulent mériter le titre de progressistes, nos amis du Canada anglais doivent comprendre que le mouvement national québécois est, à l'heure actuelle, la seule force motrice capable de faire sauter les structures d'oppression sur lesquelles a été bâti ce pays et cela pour le plus grand bien du Québec, mais également du peuple travailleur du Canada anglais et des autres nationalités opprimées de ce pays, au premier rang desquels se trouvent les Autochtones. "

Lutte pour l'indépendance et solidarité internationale, tels sont en effet les deux ingrédients indispensables pour la libération nationale/sociale du peuple québécois.

Pourtant, de l'aveu même de Pierre Dubuc, le PQ ne lutte pas pour l'indépendance du Québec. Le PQ, en effet, est né de l'aile nationaliste des Libéraux afin de dévoyer politiquement le grand mouvement de libération nationale de la fin des années 60 qui, comme le dit Pierre Dubuc, inscrivait le Québec " *dans le grand mouvement de libération des peuples.* " Certes, depuis lors, le PQ est constamment déchiré entre sa direction autonomiste et sa base militante " purzédur " mais il a toujours su manoeuvrer de tactique astucieuse en tactique astucieuse de sorte à demeurer un parti de l'alternance néolibérale. Il faut toujours se souvenir que le PQ (de René Lévesque) a été le premier gouvernement provincial, dès 1982, a instauré le néolibéralisme en réduisant d'un coup de 20% les salaires des employés de l'État. Le PQ réussira à surmonter sa contradiction structurelle tant qu'il y aura des SPQ-libre pour alimenter le renouvellement de cette tactique et des Aut'Journal pour tenter d'empêcher l'émergence d'un parti de l'alternative qui soit antinéolibéral et indépendantiste.

Le directeur de l'Aut'Journal met au banc des accusés " *cette gauche [qui voyait dans l'essence profondément populaire du mouvement nationaliste québécois] qu'une lutte entre différentes fractions de la bourgeoisie, québécoise et canadienne ou, comme elle l'avait appris de ses professeurs de sociologie sur les bancs de l'UQAM, une lutte de "la petite-bourgeoisie technocratique pour se transformer en bourgeoisie nationale"* ". On ne défendra pas " cette gauche " qui jetait le bébé avec l'eau du bain quoique Pierre Dubuc admet lui-même que " *[c]ette lutte entre bourgeoisies existe bel et bien...* ". Il ne faudrait pas, cependant, exagérer l'ardeur indépendantiste de cette petite-bourgeoisie qui ne va pas au-delà du statu-quo social ni de sa dépendance envers la grande bourgeoisie, c'est-à-dire qui se borne en fait à l'autonomisme à travers ses esclandres indépendantistes.

Il ne lui viendrait pas à l'esprit que justement le PQ pourrait être l'incarnation politique de cette petite-bourgeoisie velléitaire qui a une peur bleue de la " *quête d'émancipation sociale et nationale* " du peuple québécois. Sur qui donc alors cherche à s'appuyer le PQ pour avoir un rapport de forces face aux fédéralistes orthodoxes c'est-à-dire transparents quoique même les Libéraux québécois, aux prises avec d'angoissantes contradictions budgétaires, se découvrent eux aussi des " fédéralistes asymétriques " ?

Ne serait-ce pas l'impérialisme étasunien ? Ici, il faut être avec Pierre Beaudet quand il dit que " *certaines nationalistes québécoises qui ont lorgné du côté américain pour "briser le Canada" ont commis et commettent encore une grave erreur* " (cité par Pierre Dubuc) et quand, selon toujours Pierre Dubuc, il " *reprend essentiellement l'analyse de la gauche canadienne-anglaise qui voue aux gémonies le mouvement souverainiste québécois qu'il tient responsable de l'adhésion du Canada aux traités de libre-échange nord-américains.* " (On ne sera pas toutefois d'accord avec la gauche canadienne-anglaise qui jette le bébé indépendantiste avec l'eau sale péquiste.)

N'est-ce pas un secret de Polichinelle que le PQ – son actuel chef encore plus – a été à l'avant garde de la lutte pour l'Accord de libre-échange de 1998 entre les ÉU et le Canada? Les larmes de crocodiles de Jacques Parizeau sur l'ALÉNA et les manoeuvres péquistes lors du sommet des Amériques ne trompent que ceux et celles qui veulent bien l'être. La politique du " déficit zéro " du gouvernement péquiste n'a pas été une bavure mais un corollaire de sa politique de construction de " Québec Inc. " dans le cadre du marché mondial.

Sans doute Pierre Dubuc nous répondrait-il – mais il a tenté d'esquiver le problème du but stratégique et de la stratégie du PQ sans parler de sa tactique référendaire – que SPQ-libre a justement investi le PQ pour le réformer. Les ailes gauches ou dures des partis sociaux-démocrates ou nationaux-populistes, tel le PQ, est un disque usé qu'on n'écoute plus. Ce ne sont que des appâts électoraux si ce n'est des soporifiques sociaux. Comme le chantait Félix Leclerc, “ *le lendemain des élections, il avait oublié ton nom* ”. Au mieux, il adviendra de SPQ-libre ce qu'il advint de l'Action libérale nationale, l'aile *progressiste* de l'Union nationale en 1936, quand Duplessis la laissa complètement tomber en ne lui donnant aucun ministère. On ne modifiera pas la nature bourgeoise nationaliste du PQ pas plus qu'on ne peut altérer le libre-échange de l'ALÉNA par des chartes du travail et de l'environnement.

Domage que le directeur de l'Aut'Journal, par conviction – il est pourtant un fin analyste – ou par dépendance envers ses bailleurs de fonds de la “ gauche ” syndicale ait capitulé de la sorte après avoir été un catalyseur dans la construction du Regroupement pour une alternative politique (RAP). Le chemin du RAP qui s'est dissout dans l'Union des forces progressistes (UFP), un parti antinolibéral et indépendantiste en autant qu'il ne succombe pas aux sirènes d'Option citoyenne, n'aurait-il pas été la tactique de construction d'un parti oeuvrant à la libération tous azimuts – antinolibérale, indépendantiste, féministe, écologique et internationaliste – du peuple québécois. On ne fera pas l'économie de la construction d'un parti des classes populaires du Québec, complètement indépendant de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. Il n'y a pas de raccourci.

Marc Bonhomme, 31 août 2004